

Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 2014

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Permis de bâtir, avril 2014

2

Après avoir connu deux reculs mensuels consécutifs, la valeur totale des permis de bâtir délivrés par les municipalités canadiennes a enregistré une hausse de 1,1 % en avril pour se chiffrer à 6,0 milliards de dollars. Cette augmentation provenait d'une hausse des intentions de construction dans le secteur résidentiel, qui a plus qu'effacé la baisse observée dans le secteur non résidentiel.

Étude : La migration des personnes de métier en infrastructure, 2006 à 2011

9

Nouveaux produits et études

11



Communiqués

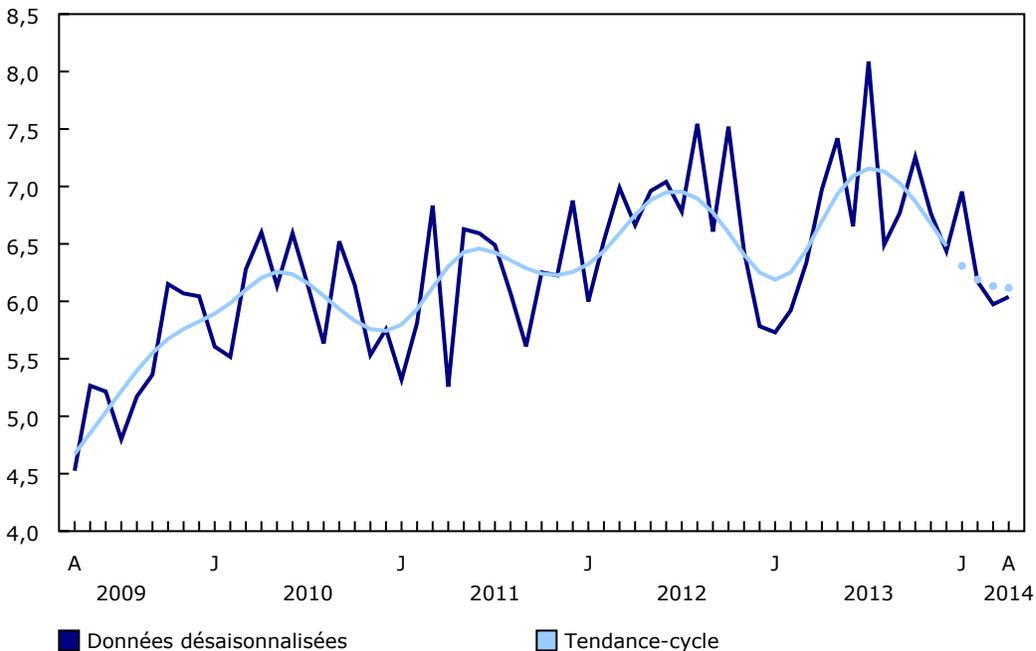
Permis de bâtir, avril 2014

Après avoir connu deux reculs mensuels consécutifs, la valeur totale des permis de bâtir délivrés par les municipalités canadiennes a enregistré une hausse de 1,1 % en avril pour se chiffrer à 6,0 milliards de dollars. Cette augmentation provenait d'une hausse des intentions de construction dans le secteur résidentiel, qui a plus qu'effacé la baisse observée dans le secteur non résidentiel.

La valeur des permis a augmenté dans six provinces, le Québec, la Saskatchewan et l'Ontario venant en tête.

Graphique 1 Valeur totale des permis

milliards de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la note aux lecteurs.

La valeur des permis de construction résidentielle s'est accrue de 2,0 % pour atteindre 3,7 milliards de dollars en avril, soit une deuxième augmentation mensuelle consécutive. L'Ontario, l'Alberta et la Nouvelle-Écosse ont été à l'origine de la majeure partie de la hausse. Des baisses ont été observées dans trois provinces, la Colombie-Britannique ayant enregistré la diminution la plus prononcée.

Les entrepreneurs ont pris pour 2,3 milliards de dollars de permis de construction non résidentielle en avril, en baisse de 0,4 % par rapport au mois précédent. Des hausses observées dans cinq provinces, le Québec en tête, n'ont pas suffi à contrebalancer les diminutions notées dans les autres provinces. La Colombie-Britannique a enregistré la plus forte baisse.

Secteur résidentiel : forte hausse des intentions de construction de logements unifamiliaux

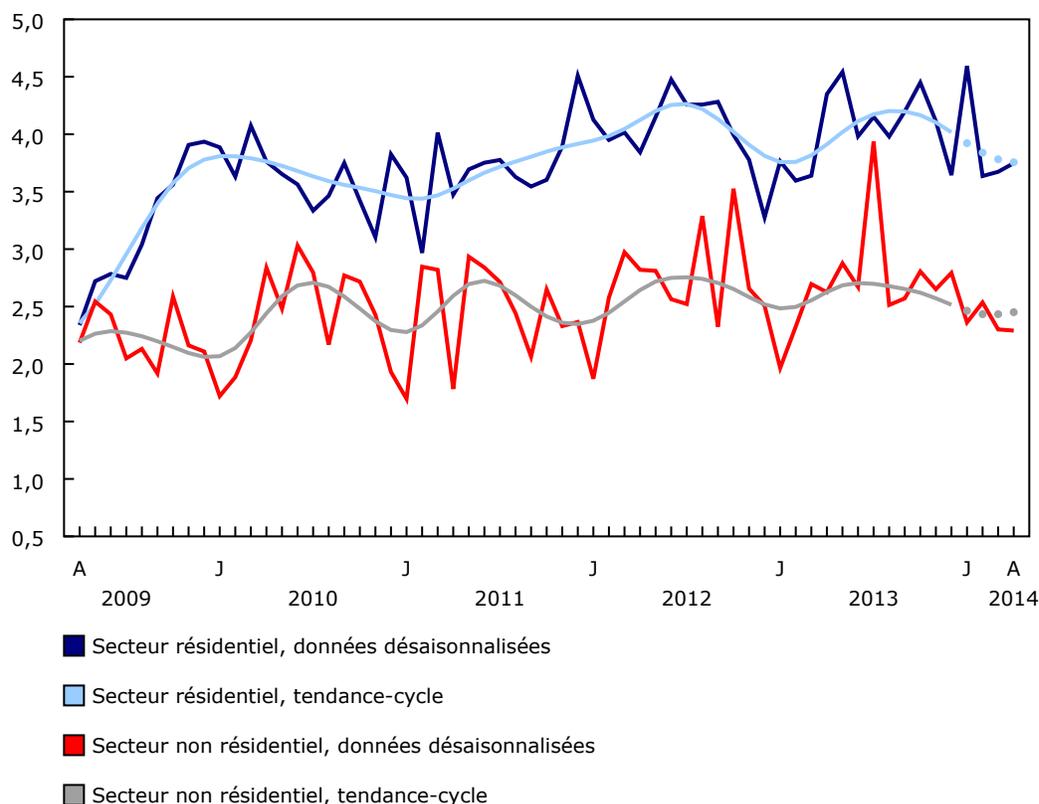
La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a crû de 2,8 % pour se fixer à 2,1 milliards de dollars en avril. L'augmentation a fait suite à deux baisses mensuelles d'affilée. La hausse observée en Ontario a plus qu'effacé les baisses enregistrées dans cinq provinces. L'Alberta a affiché la plus forte diminution.

Les municipalités canadiennes ont délivré pour 1,6 milliard de dollars de permis de construction de logements multifamiliaux en avril, en hausse de 1,1 % par rapport à mars. Cette augmentation a été principalement le résultat d'une hausse des intentions de construction dans sept provinces. L'Alberta a affiché la plus forte progression, suivie de la Nouvelle-Écosse et du Manitoba.

À l'échelle nationale, les municipalités canadiennes ont approuvé la construction de 15 416 nouveaux logements, en baisse de 3,2 % par rapport au mois précédent. La diminution a été attribuable à une baisse de 6,0 % du nombre de logements multifamiliaux, qui s'est établi à 9 641 unités. En revanche, le nombre de logements unifamiliaux a progressé de 2,0 % pour atteindre 5 775 unités.

Graphique 2 Secteurs résidentiel et non résidentiel

milliards de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la note aux lecteurs.

Secteur non résidentiel : forte baisse des intentions de construction d'immeubles commerciaux

Dans la composante commerciale, la valeur des permis a baissé de 14,8 % pour s'établir à 1,3 milliard de dollars en avril. Il s'agit du niveau le plus faible enregistré depuis mars 2013. La baisse a fait suite à une hausse de 0,3 % enregistrée le mois précédent. La valeur des permis a reculé dans sept provinces, l'Ontario ayant inscrit la plus forte baisse. L'affaiblissement des intentions de construction de complexes commerciaux, d'installations de loisirs, d'entrepôts ainsi que de restaurants et d'hôtels a été à l'origine de la diminution notée à l'échelon national.

En avril, la valeur des permis de construction dans la composante institutionnelle s'est accrue de 37,2 % pour se chiffrer à 664 millions de dollars, et ce, après avoir affiché une baisse de 28,9 % le mois précédent. L'augmentation inscrite en avril a été le résultat d'une hausse des intentions de construction d'immeubles gouvernementaux, de foyers pour personnes âgées et d'installations de soins de santé. Toutes les provinces ont enregistré des hausses, sauf la Colombie-Britannique et l'Île-du-Prince-Édouard.

Les intentions de construction dans la composante industrielle ont crû de 10,5 % pour atteindre 345 millions de dollars en avril, et ce, à la suite d'une baisse de 12,3 % en mars. Cette augmentation a été le résultat d'une hausse des intentions de construction d'usines de fabrication et de bâtiments rattachés aux services publics. La progression enregistrée dans quatre provinces, l'Ontario en tête, a plus qu'effacé la baisse notée dans les six autres provinces.

Provinces : hausses marquées au Québec, en Saskatchewan et en Ontario

La valeur des permis s'est accrue dans six provinces, le Québec affichant la plus forte hausse, suivi de la Saskatchewan et de l'Ontario.

La hausse observée au Québec a été principalement attribuable à une augmentation des intentions de construction d'immeubles institutionnels. Les immeubles institutionnels ont été également à l'origine de la hausse enregistrée en Saskatchewan. En Ontario, la hausse a été le résultat d'un accroissement des intentions de construction d'immeubles institutionnels, de logements unifamiliaux et de bâtiments industriels.

Après avoir affiché une hausse de 12,1 % en mars, la Colombie-Britannique a enregistré la diminution la plus prononcée en avril. Celle-ci s'explique surtout par une baisse des intentions de construction d'immeubles institutionnels et de logements multifamiliaux, les deux composantes ayant enregistré de fortes hausses le mois précédent. Le Nouveau-Brunswick arrivait loin au deuxième rang, affichant une baisse des intentions de construction de bâtiments industriels et commerciaux.

Hausse des intentions de construction dans la plupart des régions métropolitaines de recensement

En avril, la valeur totale des permis a augmenté dans 19 des 34 régions métropolitaines de recensement, Calgary, London et Halifax étant arrivées en tête.

La plus forte augmentation a été enregistrée à Calgary, grâce à une hausse des intentions de construction d'immeubles institutionnels, de bâtiments commerciaux et de logements multifamiliaux. Les logements multifamiliaux ont contribué le plus à la hausse observée à London. En revanche, les logements multifamiliaux, les immeubles institutionnels et, dans une moindre mesure, les logements unifamiliaux ont été à l'origine de l'augmentation notée à Halifax.

Vancouver a affiché la plus forte baisse, suivie d'Oshawa et d'Edmonton. La diminution observée à Vancouver a été principalement attribuable aux logements multifamiliaux et aux immeubles institutionnels. La baisse inscrite à Oshawa a été surtout le résultat d'un recul des intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale, qui avaient connu une forte hausse le mois précédent. À Edmonton, la diminution a été attribuable aux immeubles institutionnels et résidentiels.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé [Données désaisonnalisées – Foire aux questions](#).

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 400 municipalités représentant 95 % de la population. Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total de l'ensemble de la population.

Les données sur les permis de bâtir servent d'indicateur avancé de l'activité dans l'industrie de la construction.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau (Ontario/Québec) est divisée en deux régions, soit la partie Gatineau et la partie Ottawa.

Révision

Les données pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision, fondée sur les réponses tardives. Les données du mois précédent ont été révisées.

Les estimations de la tendance-cycle ont été ajoutées sur les graphiques en tant que complément des séries désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées et les estimations de la tendance-cycle peuvent faire l'objet de révisions lorsque de nouvelles observations deviennent disponibles. Ces révisions pourraient être importantes et même entraîner le renversement du mouvement, en particulier à la fin de la série. La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique.

Tableau 1
Unités de logements, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, Canada –
Données désaisonnalisées

	Avril 2013	Février 2014	Mars 2014 ^r	Avril 2014 ^P	Mars à avril 2014	Avril 2013 à avril 2014
	millions de dollars				variation en %	
Total	6 974,5	6 172,3	5 973,6	6 039,1	1,1	-13,4
Résidentiel	4 349,4	3 636,0	3 672,7	3 747,9	2,0	-13,8
Unifamilial ¹	2 213,5	2 169,7	2 089,3	2 147,1	2,8	-3,0
Multifamilial	2 135,9	1 466,3	1 583,4	1 600,8	1,1	-25,1
Non résidentiel	2 625,1	2 536,3	2 300,9	2 291,2	-0,4	-12,7
Industriel	410,6	356,3	312,4	345,1	10,5	-16,0
Commercial	1 493,7	1 499,5	1 504,5	1 282,3	-14,8	-14,2
Institutionnel	720,8	680,4	483,9	663,8	37,2	-7,9
	nombre d'unités				variation en %	
Logements totaux	19 389	14 117	15 920	15 416	-3,2	-20,5
Unifamilial ¹	6 209	5 712	5 661	5 775	2,0	-7,0
Multifamilial	13 180	8 405	10 259	9 641	-6,0	-26,9

^r révisé

^P provisoire

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : les maisons individuelles, les maisons mobiles et les chalets.

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Tableau 2
Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire – Données désaisonnalisées

	Avril 2013	Février 2014	Mars 2014 ^r	Avril 2014 ^p	Mars à avril 2014	Avril 2013 à avril 2014
	millions de dollars				variation en %	
Canada	6 974,5	6 172,3	5 973,6	6 039,1	1,1	-13,4
Résidentiel	4 349,4	3 636,0	3 672,7	3 747,9	2,0	-13,8
Non résidentiel	2 625,1	2 536,3	2 300,9	2 291,2	-0,4	-12,7
Terre-Neuve-et-Labrador	76,8	42,2	41,7	58,4	40,1	-23,9
Résidentiel	59,5	29,2	29,2	39,2	34,1	-34,1
Non résidentiel	17,3	13,1	12,5	19,2	54,2	11,3
Île-du-Prince-Édouard	14,5	23,0	14,5	12,0	-17,2	-17,6
Résidentiel	11,5	10,2	4,8	8,7	81,4	-24,8
Non résidentiel	3,0	12,8	9,7	3,3	-66,0	10,0
Nouvelle-Écosse	91,3	58,1	90,9	129,3	42,2	41,6
Résidentiel	55,5	46,7	52,1	76,8	47,2	38,3
Non résidentiel	35,8	11,5	38,8	52,5	35,5	46,6
Nouveau-Brunswick	187,5	76,9	57,5	37,2	-35,4	-80,2
Résidentiel	40,3	43,9	21,8	21,9	0,5	-45,6
Non résidentiel	147,2	33,0	35,7	15,2	-57,3	-89,6
Québec	1 237,0	1 199,1	1 141,4	1 218,0	6,7	-1,5
Résidentiel	811,3	730,3	700,9	692,4	-1,2	-14,7
Non résidentiel	425,7	468,7	440,4	525,7	19,3	23,5
Ontario	2 459,8	2 485,7	2 137,4	2 182,6	2,1	-11,3
Résidentiel	1 581,5	1 322,1	1 330,8	1 399,2	5,1	-11,5
Non résidentiel	878,3	1 163,7	806,6	783,4	-2,9	-10,8
Manitoba	170,9	141,0	145,0	185,8	28,2	8,7
Résidentiel	146,6	98,6	102,3	117,1	14,5	-20,1
Non résidentiel	24,4	42,4	42,7	68,7	60,9	181,9
Saskatchewan	244,5	185,6	193,1	249,2	29,0	1,9
Résidentiel	184,4	103,6	130,3	125,5	-3,6	-31,9
Non résidentiel	60,1	82,0	62,9	123,7	96,7	105,7
Alberta	1 479,9	1 190,5	1 288,1	1 280,4	-0,6	-13,5
Résidentiel	746,4	761,4	750,4	791,2	5,4	6,0
Non résidentiel	733,5	429,1	537,7	489,2	-9,0	-33,3
Colombie-Britannique	979,3	759,4	851,6	679,4	-20,2	-30,6
Résidentiel	698,5	485,6	546,4	471,6	-13,7	-32,5
Non résidentiel	280,8	273,8	305,1	207,8	-31,9	-26,0
Yukon	2,9	3,8	7,1	3,4	-52,2	16,0
Résidentiel	2,1	1,8	2,3	2,7	21,7	30,3
Non résidentiel	0,8	2,0	4,8	0,6	-87,0	-21,9
Territoires du Nord-Ouest	8,3	2,0	1,3	3,5	176,2	-57,6
Résidentiel	1,9	0,2	1,2	1,6	27,3	-19,5
Non résidentiel	6,4	1,8	0,1	2,0	...	-69,1
Nunavut	21,9	4,9	4,2	0,0	-100,0	-100,0
Résidentiel	10,0	2,5	0,2	0,0	-100,0	-100,0
Non résidentiel	11,9	2,4	4,0	0,0	-100,0	-100,0

^r révisé

^p provisoire

... n'ayant pas lieu de figurer

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Tableau 3
Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement – Données
désaisonnalisées¹

	Avril 2013	Février 2014	Mars 2014 ^r	Avril 2014 ^p	Mars à avril 2014	Avril 2013 à avril 2014
	millions de dollars				variation en %	
Total, régions métropolitaines de recensement	5 317,3	4 588,0	4 647,7	4 600,1	-1,0	-13,5
St. John's	40,0	27,7	24,3	40,6	67,1	1,5
Halifax	60,1	25,9	49,5	79,8	61,1	32,8
Moncton	56,1	12,5	9,5	10,0	5,4	-82,1
Saint John	22,6	26,3	28,0	7,4	-73,5	-67,1
Saguenay	32,2	28,0	28,2	24,1	-14,5	-25,0
Québec	124,4	102,7	178,4	143,3	-19,7	15,2
Sherbrooke	62,9	32,4	26,1	28,2	8,1	-55,2
Trois-Rivières	28,8	27,2	29,6	23,8	-19,4	-17,2
Montréal	557,7	561,7	520,1	537,5	3,3	-3,6
Ottawa–Gatineau, Ontario/Québec	256,3	296,8	284,6	212,9	-25,2	-16,9
Partie Gatineau	56,4	55,5	64,9	37,4	-42,3	-33,6
Partie Ottawa	199,9	241,3	219,8	175,5	-20,2	-12,2
Kingston	23,8	261,1	16,7	18,7	12,0	-21,5
Peterborough	23,7	5,1	4,9	8,9	81,1	-62,5
Oshawa	34,7	65,3	169,2	75,0	-55,7	116,4
Toronto	1 151,6	1 064,0	1 032,2	1 061,0	2,8	-7,9
Hamilton	127,7	103,4	144,4	142,3	-1,4	11,4
St. Catharines–Niagara	92,1	47,2	41,4	45,2	9,2	-50,9
Kitchener–Cambridge–Waterloo	103,9	110,4	65,0	85,2	31,1	-17,9
Brantford	25,0	7,5	7,4	11,2	51,5	-55,1
Guelph	72,4	22,3	17,6	16,5	-6,2	-77,2
London	130,1	86,8	46,3	130,2	181,0	0,1
Windsor	30,1	16,4	30,0	46,7	55,7	55,0
Barrie	21,3	34,7	18,3	29,5	60,7	38,1
Grand Sudbury	8,7	7,3	33,7	11,5	-65,7	32,0
Thunder Bay	9,4	4,3	5,2	12,0	130,0	28,2
Winnipeg	121,0	90,4	101,5	129,5	27,6	7,0
Regina	58,3	76,0	39,7	59,3	49,3	1,8
Saskatoon	114,3	66,6	100,2	89,1	-11,0	-22,0
Calgary	778,2	427,7	446,2	597,6	33,9	-23,2
Edmonton	333,0	361,0	517,2	456,3	-11,8	37,0
Kelowna	57,1	31,5	34,3	37,3	8,5	-34,8
Abbotsford–Mission	24,3	9,7	21,0	19,3	-7,8	-20,6
Vancouver	636,8	516,0	501,5	374,2	-25,4	-41,2
Victoria	98,3	32,0	75,6	35,8	-52,6	-63,5

^r révisé

^p provisoire

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008 et 026-0010.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro d'avril 2014 de la publication *Permis de bâtir* (64-001-X) paraîtra bientôt.

Les données des permis de bâtir de mai seront diffusées le 7 juillet.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Mariane Bien-Aimé au 613-951-7520, Division de l'investissement, des sciences et de la technologie.

Étude : La migration des personnes de métier en infrastructure, 2006 à 2011

En 2011, les « personnes de métier en infrastructure » âgées de 25 à 44 ans n'étaient pas plus susceptibles d'avoir migré d'une autre province ou région que celles qui avaient d'autres types de titres de compétence postsecondaires.

Les personnes de métier en infrastructure sont définies comme celles ayant une certification de métiers, et dont le principal domaine d'études était dans les métiers de la construction, en mécanique et réparation, en travail de précision ou en conduite d'équipement lourd et de grues. En 2011, le nombre de personnes de métier en infrastructure s'élevait à 576 000, ce qui correspondait à 7 % de la population âgée de 25 à 44 ans.

En 2011, 13 % des personnes de métier en infrastructure vivaient dans un endroit différent de celui habité cinq ans plus tôt. Parmi ces migrants, 9 % avaient déménagé dans une autre région de la même province, et 4 %, dans une autre province.

En comparaison, 16 % des diplômés universitaires de 25 à 44 ans en 2011 vivaient dans un endroit différent de celui habité cinq ans plus tôt. Plus précisément, 9 % vivaient dans une région différente de la même province, et 7 %, dans une province différente.

Tous les autres groupes de scolarité, y compris les autres types de métiers, les autres certificats ou diplômes d'études collégiales ou d'un cégep et les diplômes inférieurs au baccalauréat, avaient des taux de migration variant entre 11 % et 13 %.

L'Alberta était la principale destination des personnes de métier en infrastructure ayant changé de province ou de territoire entre 2006 et 2011. Environ la moitié des migrants interprovinciaux qui ne vivaient pas en Alberta en 2006 ont migré vers cette province. Ce mouvement correspond à un afflux de plus de 8 500 personnes de métier en infrastructure en Alberta.

Toutefois, pour chaque tranche de 100 personnes de métier en infrastructure qui sont arrivées en Alberta entre 2006 et 2011, 84 ont quitté la province.

Par conséquent, l'Alberta comptait à la fois les volumes les plus importants d'entrées et de sorties de personnes de métier en infrastructure entre 2006 et 2011. Parmi celles qui ont quitté l'Alberta au cours de cette période, environ 60 % sont retournées dans leur province de naissance.

Note aux lecteurs

Étant donné qu'il peut y avoir des variations régionales dans la demande de personnes de métier, il est important d'examiner les comportements migratoires des personnes ayant une certification dans les métiers du secteur des infrastructures.

Dans le présent communiqué, les données de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011 sont utilisées afin d'examiner les comportements migratoires des personnes âgées de 25 à 44 ans en 2011 qui étaient résidentes du Canada en 2006 et en 2011. La migration vise les personnes qui vivaient dans une région située à au moins 30 km de leur lieu de résidence en 2006. Les personnes qui ont déclaré un changement d'adresse dans la même région métropolitaine de recensement (RMR) ou dans la même agglomération de recensement (AR) ont été considérées comme des non-migrants (y compris les RMR et les AR situées de part et d'autre d'une frontière provinciale).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 5178.

L'article « La migration des personnes de métier en infrastructure » figure maintenant en ligne dans le plus récent numéro de la publication *Regards sur la société canadienne* (75-006-X), laquelle est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, ou pour obtenir plus de renseignements sur la publication *Regards sur la société canadienne*, communiquez avec Martin Turcotte au 613-951-2290 (martin.turcotte@statcan.gc.ca), Division de la statistique du travail.

Nouveaux produits et études

Nouveaux produits

Regards sur la société canadienne

Numéro au catalogue 75-006-X (HTML | PDF)

Nouvelles études

La migration des personnes de métier en infrastructure

Regards sur la société canadienne



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2014. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>